

OÙ VA L'ÉCONOMIE TURQUE ? TROIS SCÉNARIOS À LONG TERME ET LEURS RÉPERCUSSIONS SUR LES POLITIQUES MENÉES

Esen Çağlar

La Découverte | « Hérodote »

2013/1 n° 148 | pages 138 à 155

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707175694

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2013-1-page-138.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Où va l'économie turque ? Trois scénarios à long terme et leurs répercussions sur les politiques menées

*Esen Çağlar*¹

Qu'advient-il de l'économie turque dans le futur, en 2023 par exemple ? Atteindra-t-elle le niveau de revenu par habitant des membres fondateurs de l'Union européenne tels que l'Allemagne, la France ou l'Italie, ou conservera-t-elle ses modestes performances, c'est-à-dire autour de 50 % des revenus par habitant de l'Europe des 27 ? L'instabilité grandissante de la région aura-t-elle des effets négatifs, entraînant de sévères répercussions sur les doutes politiques internes au pays ? Nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses. Tel est l'objectif de cet article.

Pour cela, il s'agit d'analyser d'abord les performances de l'économie turque dans la durée. Évaluer les tendances passées pourrait nous aider à éclairer les tendances futures, avant d'évaluer les défis économiques actuels auxquels la Turquie doit faire face. Ces défis définissent les paramètres clés avec lesquels nous devons envisager le futur du pays, puisque les performances futures sont liées à la manière dont la Turquie pourra relever ces défis. Enfin, nous dégagerons quelques scénarios qui incluront une combinaison de ces paramètres, à la fois endogènes et exogènes.

Vue d'ensemble des récents progrès²

La transformation de l'économie turque débute dans les années 1980. Les réformes politiques de 1980 en Turquie concernant la libéralisation du commerce,

1. Économiste à TEPAV (The Economic Policy Research Foundation of Turkey).

2. Je tiens à remercier mes collègues à TEPAV, à savoir Ussal Ahbaz et Damla Özdemir, qui m'ont fourni l'analyse et aidé à rédiger la première partie de cet article.

la libéralisation financière, la réforme des prix et la convertibilité de la monnaie ont permis au pays d'intégrer une économie mondiale et de devenir un pouvoir industriel régional. Bien que n'ayant pas d'économie s'appuyant sur l'exploitation du pétrole, contrairement à beaucoup de pays voisins, la Turquie est devenue une des plus grandes économies et une des plus grandes industries manufacturières à l'exportation dans la région³. Entre 1996 et 2010, la Turquie a augmenté de 80 % sa part de biens manufacturés dans ses exportations tout en augmentant de 22 % celle dans les exportations de la région.

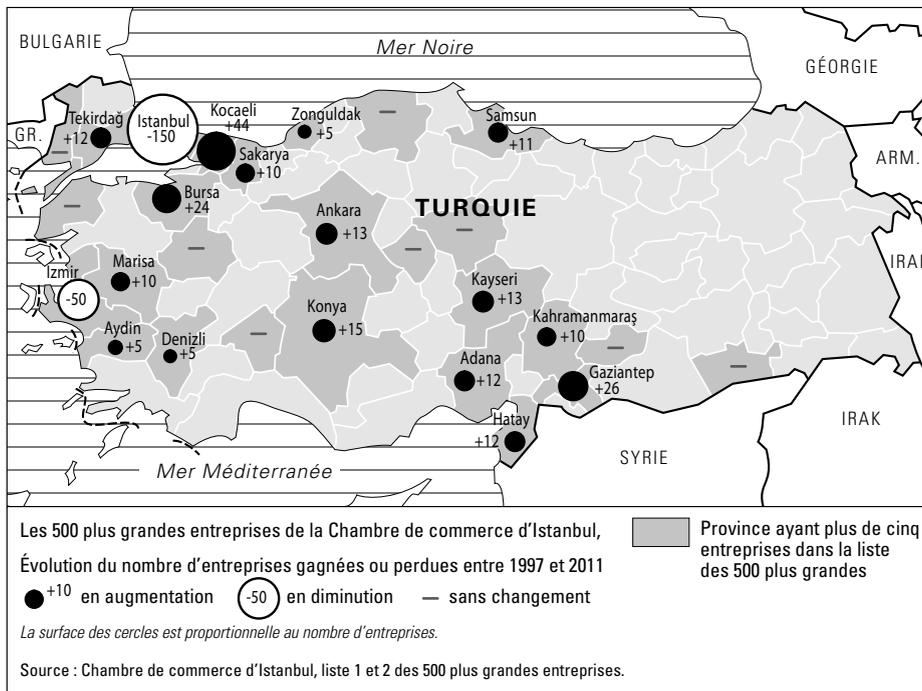
Le développement économique de la Turquie ne s'est pas limité à quelques villes. De nouvelles plateformes de production ont en effet émergé à travers le pays, grâce à l'essor économique et à l'augmentation de l'activité industrielle. La forte croissance de l'activité économique dans ces nouveaux centres leur vaut le surnom de « tigres d'Anatolie », en référence à l'industrialisation des pays de l'Asie de l'Est et à leur impressionnant taux de croissance. Cette transformation est encore plus évidente si l'on étudie l'évolution du nombre de sociétés de la liste des 1 000 plus grandes entreprises turques inscrites au registre de la Chambre de commerce et d'industrie. Entre 1997 et 2011, le nombre d'entreprises en Anatolie centrale a fortement augmenté, surtout dans les provinces d'Ankara, Konya, Kayseri et Kahramanmaraş.

En plus de devenir un pouvoir industriel régional, la Turquie a vu le nombre d'entreprises à fort taux de croissance augmenter. Les entrepreneurs du pays profitent de l'amélioration des conditions du commerce. Des entreprises présentant une forte capacité à monter en charge émergent dans des secteurs d'activités variés. Vingt-cinq des plus grandes entreprises turques (AllWorld Network, *Turkey Fast Growth 25*) ont atteint un taux de croissance annuel de 210 % entre 2008 et 2010, dépassant celui de la liste des vingt-cinq plus grandes entreprises de son homologue américain, ICIC (Initiative for a Competitive Inner City) ; le taux de croissance annuel de ces dernières était de 72 % pour la même période.

Malgré un produit intérieur brut par habitant de seulement 32 500 dollars et un taux de travail des femmes à seulement 28 %, la Turquie est, néanmoins, la dix-septième plus grande économie mondiale. Avec le doublement de la productivité et de la participation des femmes dans l'économie du pays, elle peut atteindre son but, qui est de faire partie des dix plus grandes économies. Si l'on tient compte des rapides transformations de ces deux dernières décennies et des efforts actuels du gouvernement sur ces questions, atteindre cette cible est possible dans les dix ans à venir. De plus, la Turquie possède l'une des plus jeunes populations dans l'une

3. Le volume des bulles dans le graphique 1 représente le volume total de biens manufacturés exportés par le pays.

CARTE 1. – ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES DANS LA LISTE DES 500 PLUS GRANDES ENTREPRISES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE D'ISTANBUL (1997-2011, PROVINCES AYANT PLUS DE 5 ENTREPRISES)



Source : Chambre de commerce d'Istanbul, Listes n° 1 et 2 des 500 plus grandes entreprises.

des plus grandes économies du monde. Sa main-d'œuvre est jeune, de plus en plus diplômée et pourrait être le fer de lance d'une économie encore plus dynamique, sophistiquée et évoluant rapidement.

Alors que 1980 fut un tournant dans l'orientation économique de la Turquie, l'année 2001 fut encore plus décisive en termes de réussite pour la stabilité macroéconomique et l'intensification de l'intégration dans l'économie mondiale, tout particulièrement avec celle de l'Union européenne. Les exportations turques ont rapidement augmenté après 2001, dépassant les 130 milliards de dollars en 2008. Elles ont ainsi été multipliées par quatre entre 2001 et 2008. L'Union européenne est le principal partenaire économique de la Turquie, représentant 46 % des exportations et 39 % des importations. Une remarquable croissance des flux d'investissements directs à l'étranger (IDE), passant de 628 à 21 957 millions de dollars entre 2000 et 2008, prouve l'intérêt grandissant du pays pour les investisseurs étrangers.

S'étant engagée dans un spectaculaire processus de transformation depuis la crise de 2001, la Turquie a ouvert un nouveau chapitre de son histoire. Durant ces quatre dernières années, le taux de croissance turc flirte avec celui de la Chine, dépassant les 7 % sur quinze trimestres consécutifs. Depuis 2002, la hausse cumulée du PIB est de 25 %, un record dans l'histoire du pays. Depuis le début de l'Union douanière en 1996, les petites et moyennes entreprises (PME) travaillant dans le secteur manufacturier turc ont été confrontées à un climat de concurrence intense concernant les biens provenant des pays membres de l'UE et de pays tiers. Après l'acceptation de la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, les politiques de soutien aux PME ont été coordonnées en accord avec celles de l'Union européenne, afin de permettre aux PME turques de faire face à la concurrence de leurs homologues européens et des pays candidats.

Depuis la crise financière de 2001, la Turquie a pris des mesures afin d'établir un programme d'action en faveur de la compétitivité. Des initiatives de regroupement (*clusters*) en font partie mais n'en constituent pas l'intégralité. Les efforts les plus importants dans ce domaine sont ceux pour définir de nouveaux cadres nécessaires aux politiques industrielles, ainsi qu'un dialogue permanent entre privé et public, et un mécanisme de coopération. La vision de la politique industrielle, comme établie dans le Document officiel de politique industrielle⁴, vise à promouvoir une transformation structurelle de la Turquie afin qu'elle devienne une plateforme (*hub*) de production et de services pour l'Europe et l'Eurasie. Les priorités stratégiques pour atteindre ce but sont : I. Augmenter la part des industries à forte et moyenne

4. Le Document de politique industrielle a été préparé sous la supervision du ministère de l'Industrie et du Commerce.

intensité de technologie dans l'économie turque ; II. Encourager la transformation vers une plus grande valeur ajoutée dans l'industrie traditionnelle ; III. Augmenter la part d'entreprises solides aux *business plans* innovants. Pour atteindre ces objectifs stratégiques, le document met en avant le cadre d'une politique industrielle dans la lignée de celles de l'Union européenne, qui consiste en une politique horizontale et sectorielle. Les politiques horizontales couvrent un vaste domaine comprenant des politiques d'investissements et des affaires, le commerce et les investissements internationaux, les compétences et les ressources humaines, les moyens pour financer les PME, les mises à niveau et les innovations techniques, les infrastructures, l'environnement et le développement régional. En outre, les politiques sectorielles ajoutent une autre dimension aux stratégies industrielles et permettent de cerner les défis clés des politiques des principaux secteurs manufacturiers⁵. La compétitivité de ces secteurs est analysée en utilisant les indicateurs standard, identiques à ceux de l'UE, cernant ainsi les principaux défis politiques dans le domaine des savoirs, de la compétition, de la réglementation, de l'environnement, de la compétitivité extérieure, de l'emploi et de la question régionale.

Diversification des produits économiques

La transformation économique de la Turquie est encore plus flagrante dans sa diversification. Cette diversification est triple : technologique, géographique et du marché. Tous ces facteurs sont aussi significatifs dans les effets qu'ils produisent sur la transformation sociale du pays.

5. Il y a vingt-deux secteurs manufacturiers (selon le classement ISIC REV-3) : produits alimentaires et boissons ; produits du tabac ; fabrication de matières textiles ; confection, préparation et teinture des fourrures ; cuirs et ouvrages en cuir ; bagages, sacs à main, articles de sellerie et de bourrellerie et chaussures ; ouvrages en bois et en liège, à l'exclusion des meubles ; ouvrages de vannerie ; papier et fabrication d'ouvrages en papier ; imprimerie, édition et reproduction ; produits de cokerie ; produits pétroliers raffinés et combustibles nucléaires ; produits chimiques et produits connexes ; ouvrages en caoutchouc et en matières plastiques ; ouvrages en métaux non ferreux ; métaux de base ; ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel ; machines et appareils à usage général ; machines de bureau ; machines comptables et machines de traitement de l'information ; machines et appareils électriques ; matériel et appareils ; secteur ou sous-secteur ; limitations concernant le traitement national de l'établissement de radio, de télévision et de télécommunications ; instruments et appareils médicaux, instruments de précision et d'optique, horlogerie ; véhicules automobiles, remorques et semi-remorques ; fabrication d'autres matériels de transport ; fabrication de meubles. Il y a également cinq industries de services comprenant la distribution, le transport aérien, les télécommunications mobiles, la téléphonie fixe et le secteur de l'électricité.

Tout d'abord, la Turquie a su passer d'une production de moyenne technologie à une production de haute technologie dans les quinze dernières années. En 1996, la production de moyenne technologie dépassait à peine les 20 % alors que celle de faible technologie excédait les 55 %. En 2009, les productions de moyenne et haute technologie représentaient 40 % de la production totale. Cette évolution a permis la sophistication des exportations groupées turques, des profits plus importants ainsi qu'un meilleur niveau de vie. La suite, défi des plus difficiles pour la Turquie, est de passer maintenant à une production de haute technologie. Le transfert de technologie, la réglementation en matière de brevets et l'augmentation des dépenses en Recherche et Développement sont les étapes nécessaires pour atteindre ce but.

Ensuite, la production industrielle turque s'est diversifiée géographiquement. Le potentiel de nombreuses provinces d'Anatolie a grandement augmenté ces vingt dernières années. En 2009, vingt-quatre villes ont créé au moins cinq sociétés classées parmi les 1 000 plus grandes entreprises de Turquie, s'étendant dans tout le pays à l'exception de la partie est du territoire. Les centres urbains se sont fortement développés. Alors que, cinquante ans en arrière, seulement 30 % de la population vivait en zone urbaine, la migration post-1960 a fait exploser ce chiffre, aujourd'hui passé à 75 %. Le prochain défi est de permettre à l'est de la Turquie de créer des sociétés pouvant se classer parmi les 1 000 plus grandes du pays.

Enfin, un changement significatif s'est produit dans le nombre de parts détenues par les partenaires commerciaux de la Turquie dans le total des exportations ces quinze dernières années. Le principal partenaire commercial de la Turquie est l'Europe dont les parts ont diminué depuis 2007, en raison de la crise mondiale. Toutefois, la Turquie a amplifié ses échanges avec le Moyen-Orient et l'Afrique, entraînant une baisse de la sophistication de ses exportations. Alors que la diversification du marché peut être considérée comme un bon développement, il est essentiel de se concentrer sur les marchés occidentaux, ces derniers ayant une demande plus forte en produits de haut de gamme, afin de procéder à une mise à niveau technologique.

Le plus grand stimulant pour la transformation économique a été la transformation de la connectivité en Turquie. Les nouvelles autoroutes construites dans la dernière décennie ont contribué à l'atténuation des disparités régionales. Ces autoroutes ont accru le nombre de sociétés dans les provinces environnantes, qui figurent parmi les 1 000 plus grandes entreprises industrielles de Turquie. L'utilisation d'Internet, qui a révolutionné le flux d'informations dans le monde des affaires, s'est considérablement accrue en un temps record. L'accès à Internet dans les foyers est passé de 20 % en 2007 à 43 % en 2010. Des coûts réduits concernant l'information, la communication et le transport facilitent le commerce, le transfert technologique et le développement économique. Afin de pouvoir

mettre en avant la variété des biens produits dans les multiples plateformes manufacturières turques, des moyens considérables sont fournis pour améliorer la connectivité du pays avec les régions environnantes. La Turquie effectue 52 % de ses échanges commerciaux étrangers par voie maritime, alors que 40 % des échanges commerciaux empruntent des itinéraires routiers. Sept pour cent de la totalité des échanges commerciaux avec l'étranger se font par voies aériennes alors que seulement 1 % est réalisé par voies ferroviaires. Augmenter la qualité et la densité des chemins de fer en Turquie est donc devenu la priorité du ministère des Transports, des Affaires maritimes et des Communications. D'ici à 2023, le but du gouvernement est d'étendre le réseau des chemins de fer de 14 531 km, pour passer à 25 536 km au total. Il est prévu que 10 546 km des voies soient des lignes à grande vitesse. Améliorer l'accès aux régions environnantes va encourager les relations économiques avec les pays voisins et ouvrir de nouveaux marchés pour les négociants turcs en réduisant les coûts de transport des biens produits.

Une classe moyenne forte

La croissance, la diversification et la transformation économiques ont également permis à une classe moyenne forte d'émerger. La rapidité avec laquelle la classe moyenne s'est renforcée ces dix dernières années ainsi que de forts taux de croissance économique ont entraîné la sophistication du panier de consommation et une augmentation de la demande de services. Entre 2003 et 2010, la vente des voitures a doublé, atteignant 761 000 unités par an. Le nombre de passagers des aéroports turcs a triplé dans le même temps, tandis que celui des abonnés à la téléphonie mobile est passé de 26,6 à 61,6 millions. Plus d'outils financiers deviennent accessibles aux consommateurs là où la connectivité s'améliore dans le pays. Le nombre de crédits à la consommation accordés en un an est passé de 2,2 millions de dollars en 2003 à 7,8 millions en 2010. Le montant total des crédits accordés s'élève à 60 millions de dollars.

L'essor de la classe moyenne fut accompagné d'un bond dans le secteur des services ces dix dernières années. Cette progression est évidente si l'on observe l'augmentation des revenus liés au tourisme et au nombre de centres commerciaux. L'industrie du tourisme a rapporté 300 millions de dollars au PIB en 1980. En 2001, grâce à la transformation d'une économie plus intégrée et ouverte sur le monde, les recettes liées au tourisme ont atteint 8 milliards de dollars. À la fin de la décennie, ce chiffre atteignait les 21 milliards de dollars.

La croissance rapide des centres commerciaux à travers le pays montre la force de la classe moyenne en Turquie aujourd'hui. Il y a à peine quelques années, les centres commerciaux étaient un phénomène exclusivement urbain. En 2005, seules

21 des 81 provinces de Turquie en possédaient, 60 % étaient localisés dans les trois plus grandes villes. En 2010, ils étaient implantés dans 49 provinces du pays et ils ont plus que triplé dans cette période ; on en comptait 334 en 2010. Aujourd'hui, 52 % de ces centres sont situés dans les trois plus grandes villes à savoir : Istanbul, Ankara et Izmir. Cet essor de la consommation se manifeste également par l'accroissement de la demande d'éducation et de services de santé.

Pour résumer, la Turquie s'est engagée dans un processus de profonds changements économiques. Ce processus est allé vite, s'est diversifié et est devenu de plus en plus complexe. Ces aspects positifs s'accompagnent néanmoins d'aspects négatifs. L'économie turque se caractérise aussi par le nombre de défis critiques à relever.

Les principaux défis à relever pour l'économie turque

En 2011, il a été demandé aux secteurs public et privé de s'unir autour d'une même vision pour le pays et pour les dix années à venir. Le gouvernement actuel s'est fixé des objectifs assez ambitieux pour 2023, année du centenaire de la fondation de la République de Turquie. Devenir une des dix plus grandes économies mondiales fait partie de cette « Vision 2023 » pour le pays, visant ainsi un PIB de 2 000 milliards de dollars, un PIB par habitant de 25 000 dollars et plus de 500 milliards de dollars de recettes pour les exportations. La faisabilité de ces objectifs est une question primordiale vivement débattue lors de discussions sur les politiques économiques en Turquie. Elle sera rapidement analysée ci-après mais, avant cela, soulignons qu'avoir un objectif est mieux que de ne pas en avoir du tout. Ces objectifs constituent un dispositif de coordination pour de nombreux acteurs des secteurs public et privé dans l'élaboration de stratégies et de plans à long terme.

Si nous commençons à débattre de la faisabilité des objectifs les plus importants, comme celui de faire partie des dix plus grandes économies mondiales, les défis à relever deviennent plus évidents. Le tableau ci-après présente les principaux indicateurs sociaux et économiques des vingt plus grandes économies mondiales. Les indicateurs choisis sont les suivants : PIB nominal, âge médian de la population, production par travailleur, moyenne d'années d'étude et main-d'œuvre féminine. Observer ces chiffres permet d'éclairer à la fois les aspects positifs et négatifs mentionnés plus haut mais également l'objectif de la Turquie. Pour commencer, nous devons exclure les pays dont la population excède celle de la Turquie, comme les États-Unis, la Chine, le Brésil et l'Inde. En effet, la Turquie souhaite prospérer non pas en gagnant en population mais en augmentant le niveau du revenu par habitant. Parmi les dix principaux pays ayant une

population similaire à celle de la Turquie, il faut ajouter à la comparaison : le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada. Notons que la Turquie doit remplacer un des ces pays afin d'entrer dans ce classement d'ici à 2023. Il faut également inclure des pays ne faisant pas partie de ce classement mais ayant des populations similaires à celle de la Turquie comme la Pologne, la Corée, le Mexique et l'Espagne. Il est possible que l'un de ces pays dépasse la Turquie et entre dans le classement. La deuxième colonne du tableau nous annonce de bonnes perspectives de croissance concernant la Turquie. Sa population est bien plus jeune que celle de la plupart des pays du classement, dont les populations sont vieillissantes. Par exemple, la moyenne d'âge des citoyens espagnols, polonais ou coréens est de dix ans supérieure à celle des citoyens turcs. D'un autre côté, le Mexique et le Brésil se trouvent être dans le même cas que la Turquie. La productivité par travailleur est comparable à celle de ces pays. Par contre, elle n'est que le tiers de celle des dix principaux pays. Un travailleur en Turquie produit 30 000 dollars de richesse par an ; le chiffre étant de 80 000 à 100 000 dollars parmi les pays du classement. Rattraper cet écart figure parmi les grands défis à relever. Converger vers les critères institutionnels et ceux d'infrastructures matérielles des pays de l'UE sera hautement critique.

Il ne fait aucun doute que c'est l'éducation qui sera le facteur déterminant puisque les économies se fondent sur la connaissance. Le citoyen turc moyen bénéficie d'environ six ans et demi d'instruction, contre dix à douze ans dans les pays du classement que la Turquie souhaite intégrer. La relation existant entre éducation et productivité du travail est une question complexe et de nombreuses variables entrent en compte hormis les années d'instruction. La qualité en est un exemple, comme on a pu le voir dans la performance assez médiocre de la Turquie aux tests PISA, de l'OCDE. Améliorer la productivité est une façon d'enrichir la population et d'entrer dans le classement des dix principaux pays ; une autre est de développer et de diversifier la main-d'œuvre. L'intégration des femmes dans l'économie représente un défi d'envergure pour la Turquie comme on peut le voir dans la dernière colonne du tableau. Actuellement, le taux du travail féminin se situe autour de 24 %, ce qui figure parmi les taux les plus bas des vingt principales économies mondiales mais aussi du monde entier. Il est clair que la Turquie doit augmenter le taux de travail féminin dans les années à venir.

TABLEAU 1. – PIB, MOYENNE D'ÂGE, PRODUCTION PAR TRAVAILLEUR
(TAUX DE PRODUCTION), MOYENNE D'ANNÉES D'ÉTUDES
ET TAUX DE PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHÉ DU TRAVAIL
DANS LES 20 PRINCIPALES ÉCONOMIES MONDIALES, 2010.

		PIB nominal	Âge moyen de la population	Production par travailleur	Moyenne d'années d'instruction	Taux de participation des femmes au marché du travail
		(millions de dollars)		(milliers de dollars)		(%)
1	États-Unis	14 582 400	36,9	104,9	12,4	58
2	Chine	5 878 629	35,5	7,9	7,5	67
3	Japon	5 497 813	44,8	87,9	11,5	48
4	Allemagne	3 309 669	44,9	85,4	12,2	53
5	France	2 560 002	39,9	99,5	10,4	51
6	Royaume-Uni	2 246 079	40,0	77,6	9,5	55
7	Brésil	2 087 890	29,3	94,8	7,2	60
8	Italie	2 051 412	43,5	89,7	9,7	38
9	Inde	1 729 010	26,2	4,1	4,4	33
10	Canada	1 574 052	41,0	92,4	11,5	63
11	Russie	1 479 819	38,7	21,2	8,8	58
12	Espagne	1 407 405	40,5	76,3	10,4	49
13	Mexique	1 039 662	27,1	23,7	8,7	43
14	Corée	1 014 483	38,4	42,6	11,6	50
15	Australie	924 843	37,7	82,2	9,8	58
16	Pays-Bas	783 413	41,1	91,1	11,2	60
17	Turquie	735 264	28,5	32,5	6,5	24
18	Indonésie	706 558	28,2	6,5	5,7	52
19	Suisse	523 772	41,7	113,4	10,3	61
20	Pologne	468 585	38,5	31,3	10,0	46

Source : Indicateurs du développement de la Banque mondiale, 2010.

La relation délicate existant entre la productivité et le travail des femmes et leur contribution à l'équilibre économique peut être examinée en comparant la Turquie et la Corée du Sud. Les performances économiques de la Corée du Sud représentent en effet la dernière frontière à atteindre pour la Turquie. Ces deux pays avaient exactement le même revenu par tête dans les années 1980 et ont pourtant des trajectoires de croissance assez différentes.

Aujourd'hui, les Coréens sont deux fois plus riches que les Turcs. Toutefois, cela ne s'applique pas à la productivité (production par travailleur). La valeur de production annuelle par travailleur est de 30 000 dollars en Turquie alors qu'elle atteint les 41 000 dollars en Corée, soit 37 % de plus. Malgré les efforts récents de la Corée pour développer le pays, il faut noter que ce dernier n'a toujours pas atteint le niveau de production par travailleur de la France (100 000 dollars) ou de l'Allemagne (86 000 dollars). Cette différence peut s'expliquer à l'aide de plusieurs éléments intéressants, qui devraient fournir une leçon à la Turquie et au défi que représente le travail des femmes. La population de la Corée s'élève à 49 millions alors que celle de la Turquie est de 73 millions. Toutes deux ont une population active de 25 millions. En d'autres termes, 25 millions de travailleurs prennent en charge 49 millions d'habitants, alors que leurs homologues turcs prennent en charge 73 millions d'habitants. Ceci est largement dû au taux d'activité des femmes dans ces deux pays. On compte 10 millions de femmes actives de Corée, contre 7 en Turquie.

Le tableau ci-après propose deux cas hypothétiques très simples, soit deux scénarios différents pour éclairer davantage ce que la Turquie aurait à gagner si elle arrivait à augmenter le taux de travail des femmes et le taux de productivité. Dans le scénario 1, j'ai supposé que le taux du travail féminin est le même qu'en Corée. Je suppose également que les 7 millions de femmes qui devaient intégrer la population active atteindraient la productivité moyenne turque, correspondant à 30 000 dollars par travailleur. Avec cette hypothèse, la Turquie pourrait obtenir un revenu par habitant s'élevant à 13 000 dollars et un revenu national de 1 100 milliards de dollars aujourd'hui. Dans l'hypothèse 2, j'ai supposé que le taux du travail féminin et le taux de productivité étaient les mêmes en Turquie et en Corée (respectivement 50 % et 41 000 dollars). Si cela était le cas, le revenu par habitant de la Turquie s'élèverait à 18 000 dollars et le revenu national serait de 1 300 milliards de dollars. Dans cette hypothèse la Turquie serait la treizième plus importante économie du monde, juste derrière l'Espagne.

TABLEAU 2. – REVENU NATIONAL, POPULATION, REVENU PAR HABITANT, PRODUCTION PAR TRAVAILLEUR, MAIN-D'ŒUVRE, MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE, TAUX DE PARTICIPATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE EN TURQUIE ET EN CORÉE EN 2010.

	A (D x E)	B	C (A/B)	D	E	F	G
	PIB	Population	PIB par habitants	Production par travailleur	Main-d'œuvre	Main-d'œuvre féminine	Taux de participation de la main-d'œuvre féminine
	(Milliards de dollars)	(Millions)	(Dollars)	(Dollars)	(Millions)	(Millions)	
Corée du Sud	1 014	49	21 000	41 000	25	10	50 %
Turquie (État actuel)	734	73	10 000	30 000	25	7	24 %
Turquie (Hypothèse 1)	1 112	73	13 000	30 000	32	14	50 %
Turquie (Hypothèse 2)	1 308	73	18 000	41 000	32	14	50 %

Sources : TURKSTAT, Statistics Korea, Indicateurs du développement de la Banque mondiale.

Ceci souligne clairement ce que la Turquie doit faire : mettre en place un marché du travail plus flexible, en particulier pour les femmes, leur faire acquérir des connaissances et des compétences, renforcer les services de garde d'enfants, moderniser l'offre dans les secteurs de services pour les femmes en milieu urbain, améliorer les transports publics pour les encourager à quitter la maison et aller travailler en sécurité. À ce propos, peut-être faut-il rappeler que les Coréens, plus pauvres que les Turcs dans les années 1970, ont lancé le métro de Séoul en 1974. La Turquie, elle, ne l'a finalement lancé à Istanbul qu'en 2000. Ce métro ne compte que douze stations contre 328 pour celui de Séoul.

Un des autres objectifs de la Turquie se rapporte au niveau du PIB par habitant. Aujourd'hui, la Turquie a un revenu par habitant de 10 000 dollars et souhaite le faire grimper à 25 000 dollars d'ici à 2023. Quelles sont les chances de parvenir à cet objectif ambitieux ? Le tableau ci-après a pour but de proposer une réponse à cette question en tirant quelques conclusions qui pourraient aider à comprendre la faisabilité de cet objectif concernant le PIB. Dans le monde, il n'y a que quatorze pays dont le revenu par habitant est plus élevé que 25 000 dollars et dont la population dépasse les 10 millions d'habitants. J'exclus les pays dont la population est en dessous des 10 millions, simplement parce qu'ils ne peuvent être comparés à l'économie de la Turquie qui, elle, en compte 73 millions.

Pour ces quatorze pays, en moyenne, il aura fallu trente-trois ans pour passer de 10 000 à 25 000 dollars de revenu par habitant. En d'autres termes, afin d'atteindre ce but d'ici à 2023, la Turquie doit aller trois fois plus vite que ces quatorze pays. Il n'y a que trois pays asiatiques dans la liste : le Japon, Taïwan et la Corée. Ces derniers ont franchi ce cap en vingt ans en moyenne. La Corée est passée de 10 000 à 25 000 dollars en dix-neuf ans, en 2010. Ce pays a vingt ans d'avance sur la Turquie. Il y a quatre pays méditerranéens dans la liste : la France, l'Espagne, l'Italie et la Grèce. Malgré le soutien de l'UE, ces derniers ont mis trente-deux ans à atteindre l'objectif des 25 000 dollars. Donc, même si la Turquie fait aussi bien que ses collègues méditerranéens, elle n'atteindra pas le seuil des 25 000 dollars en 2023 mais en 2044.

TABLEAU 3. – PIB PAR HABITANT
DES PAYS DONT LA POPULATION EST AU-DESSUS DES 10 MILLIONS
ET LE PIB PAR HABITANT AU-DELÀ DE 25 000 DOLLARS
ET L'ANNÉE OÙ LE PIB A ATTEINT 10 000 PUIS 25 000 DOLLARS.

	PIB par habitant, 2010	Seuil des 10 000 dollars atteint en :	Seuil des 25 000 dollars atteint en :	Nombre d'années nécessaires pour passer de 10 000 à 25 000 dollars
États-Unis	42 066	1929	1973	44
Pays-Bas	36 544	1960	1991	31
Canada	35 222	1942	1985	43
Australie	34 835	1950	1995	45
Belgique	32 641	1960	1991	31
Allemagne	32 349	1957	1988	31
Taïwan	31 346	1986	2004	18
Royaume-Uni	31 217	1941	1996	55
Japon	30 866	1968	1990	22
France	30 062	1960	1992	32
Espagne	26 662	1972	2003	31
Italie	26 370	1967	1998	31
Grèce	26 313	1970	2005	35
Corée	25 256	1991	2010	19

Source : <www.gapminder.org>

Avant de conclure cette partie, il serait aussi instructif d'analyser le rôle du processus d'adhésion à l'UE pour la Turquie et dans quelle mesure ce processus permettrait à la Turquie de faire face aux défis énoncés plus haut. En plus du potentiel de convergence, le rôle le plus important que tient l'UE pour la Turquie est celui qui lui permettra de combler l'écart dans le PIB. En fait, de nombreuses études montrent que l'UE est le plus grand dispositif de convergence jamais élaboré⁶. Cela étant, c'est un mécanisme qui transforme des pays à revenus moyens, comme la Turquie, en pays à revenus élevés, sans les laisser se faire prendre au piège «des revenus moyens», ce qui est un risque pour la Turquie. À ce jour, 200 millions de personnes d'Europe du Sud et centrale en ont bénéficié. De plus, l'UE est la seule zone qui rend la croissance possible pour des pays actuellement déficitaires. Le capital, à l'intérieur de l'UE, circule depuis des pays riches mais à la croissance faible vers des pays avec des taux de croissance plus importants. Cela permet aux pays à faibles revenus d'accéder aux marchés et au capital des pays plus riches. Les principales causes de la crise européenne ont à voir avec la façon dont ces pays utilisent le capital auquel ils ont accès : dans des zones productives stimulant la croissance ou dans des zones de non-croissance.

Le fait que la Turquie n'ait pas réussi à utiliser les ressources de l'UE pour stimuler les zones de productivité peut être discuté. Je pense qu'il existe trois domaines qui pourraient améliorer le niveau de productivité et de prospérité du pays, devenant ainsi un appui pour la nouvelle croissance : l'éducation, la justice et les infrastructures. Utilisé à bon escient dans ces trois domaines, le projet européen peut transformer la Turquie en un pays plus prospère et plus juste.

Comme expliqué plus haut, l'éducation est le domaine le plus crucial pour l'avancement du niveau de productivité de la Turquie. Il existe de nombreux problèmes qualitatifs et quantitatifs relatifs au système éducatif public turc : les millions dépensés à perte pour les institutions privées de préparation aux examens ou pour les très faibles niveaux de connaissances en anglais. Ces dix dernières années, la Turquie aurait pu saisir le processus d'adhésion à l'UE comme un moyen de concrétiser une réforme de l'éducation. Concernant l'éducation, le gouvernement turc a dépensé un total de 13 000 dollars par élève entre 6 et 16 ans là où la Pologne en dépense 40 000⁷. Hormis fournir des fonds pour l'éducation, l'UE pourrait guider la Turquie dans ce processus.

La justice est un autre challenge crucial dans lequel l'UE pourrait jouer un rôle capital. Le fait que la Turquie dépense 800 000 dollars par an pour la justice

6. « Golden growth: restoring the lustre of the European economic model », The World Bank, 2012.

7. *Education at a Glance* (indicateurs de l'OCDE), 2010.

alors que la France, l'Italie et l'Espagne en dépense 4 milliards est un aperçu de l'ampleur du problème⁸. Il est évident que le seul fait d'allouer des moyens financiers n'est pas suffisant, il faut changer les mentalités des juges et du ministère public. La Turquie pourrait élaborer d'intelligents mécanismes dans une variété de situations telles que la résolution de conflits, un renforcement des organismes d'application des lois, ce qui réduirait la dépendance envers les forces de police et servirait une justice plus équitable. La Turquie pourrait utiliser les finances de l'UE ainsi que son expérience dans ce domaine.

Les infrastructures représentent le troisième domaine où l'intervention de l'UE pourrait jouer un rôle clé. Malgré des placements dynamiques concernant la construction de routes à deux voies (*duble yol*) et de trains à grande vitesse, la Turquie est loin d'en être là où elle devrait être en termes d'infrastructures. Afin de faire partie des dix plus grandes économies, elle doit proposer un réseau de transport satisfaisant, à la fois pour les usagers et pour les entreprises. Aujourd'hui, par exemple, il est impossible de transporter des conteneurs sur le réseau ferroviaire entre Kayseri ou Konya et Cologne ou Lyon. De plus, la part de transport ferroviaire dans le commerce à l'international n'est que de 1 % et le manque d'investissements en la matière limite les entreprises anatoliennes au marché domestique. Il n'existe aucune connexion autoroutière entre Istanbul et Izmir, Izmir et Ankara, Ankara et Adana ou Adana et Kayseri. Ayant échoué à réformer le système fiscal, la Turquie consomme l'essence la plus chère du monde, ce qui entrave la compétitivité des villes loin des ports et participe à l'engorgement des agglomérations comme Istanbul ou la région de Marmara. Ainsi, la Turquie devra dépenser des millions de dollars en infrastructures. Cela peut contribuer à améliorer la productivité, tout comme les investissements en matière d'éducation. Les banques européennes peuvent également jouer un rôle majeur en finançant ces investissements ayant pour but de dynamiser la productivité à l'intérieur des terres d'Anatolie en en faisant presque un membre de l'Union douanière.

En résumé, la Turquie doit faire face à des défis politiques hautement critiques. Jusqu'à aujourd'hui, réaliser de forts taux de croissance économique n'était pas un problème, mais plutôt un processus automatique : les gens quittaient les zones rurales pour s'installer en zones urbaines et devenaient automatiquement plus productifs, les secteurs secondaire et tertiaire étant plus productifs que le secteur primaire. Néanmoins, cela ne devrait pas se poursuivre puisque la Turquie a presque atteint un taux d'urbanisation proche de la moyenne de celui de l'Europe des 27, qui se situe autour de 80 %. Sa croissance économique va dépendre de plusieurs critères : s'assurer de la participation des femmes, s'attaquer aux

8. <http://www.coe.int/T/dghl/cooperation/cepej/default_en.asp>

problèmes dans le domaine de l'éducation, réaliser les investissements nécessaires pour des infrastructures physiques et institutionnelles, etc. Les défis restent redoutables, ainsi que l'a montré cette partie.

Trois scénarios (ou possibilités) : bon, moyen, mauvais

En se tournant vers l'avenir, il est possible de faire la liste des principaux éléments qui concerneront les performances économiques de la Turquie. Les défis politiques peuvent être considérés comme facteurs endogènes et donc comme étant sous le contrôle de la Turquie elle-même. La façon dont la Turquie réglera ces derniers déterminera les succès à venir, mais pas seulement. Il existe également une série de facteurs exogènes, qui touchent directement ou indirectement les performances de la Turquie et qui ne sont pas sous son contrôle direct. Quelques-uns de ces « paramètres exogènes » peuvent être résumés comme suit :

- la crise économique mondiale et le ralentissement au sein de la zone Euro,
- la stratégie d'élargissement de l'UE et son engagement envers la Turquie qui déterminerait sa participation dans les réformes à venir.

- le « printemps arabe », l'évolution de la situation politique au Moyen-Orient et tout particulièrement dans les pays voisins comme la Syrie, l'Irak ou l'Iran. Cette évolution influencera la manière dont la Turquie gèrera le problème kurde.

À la lumière de ces éléments, nous pouvons facilement proposer trois possibilités. Nous pourrions également les appeler scénarios mais je souhaite m'en tenir au terme « possibilité », puisque la réalité se situera quelque part entre ces possibilités ou en sera une combinaison.

Première possibilité

La demande mondiale reprend et la zone euro retrouve ses performances d'avant crise. Le Moyen-Orient se stabilise. Le contexte politique rend possible la mise en route des réformes sur le long terme. La Turquie fait brillamment face aux problèmes politiques et progresse au niveau technologique. Son économie se tourne vers la haute technologie, devient plus écologique, plus raisonnée et plus égalitaire, à la fois au niveau régional et au niveau hommes/femmes. La Turquie atteint les objectifs qu'elle s'était fixés pour 2023, devenant une des dix plus grandes économies avec un revenu par habitant de 25 000 dollars.

Deuxième possibilité

L'évolution de la situation politique dans les pays voisins de la Turquie aboutit à une incertitude politique dans le pays, ce qui annule toute réforme économique nationale. Non seulement les objectifs turcs pour 2023 deviennent inenvisageables, mais le classement de la Turquie se dégrade.

Troisième possibilité

Les pays voisins de la Turquie s'engagent vers la normalisation de leurs rapports. Le contexte politique ne permet que quelques réformes faciles à faire passer, mais empêche toute réforme à long terme ou des investissements dans des domaines tels que l'éducation, le système judiciaire et l'administration publique. La Turquie ne perd pas sa place dans la seconde moitié du classement des vingt économies les plus performantes mais n'entre pas dans le club des dix économies les plus performantes. Le PIB par habitant n'atteint pas le seuil des 25 000 dollars mais est plus élevé qu'aujourd'hui.

Voici donc quelques ébauches des possibilités qui nous attendent. Qu'en penser ? On ne peut qu'espérer. Je souhaite la meilleure, mais je pense que la Turquie doit se préparer à la mauvaise bien que je parie pour la troisième possibilité.